

Je reviendrai sur ce qui est arrivé au financement de l'assurance-chômage et sur le montant dont l'État a réduit sa participation totale. Si nous sommes en difficulté, si les prestations d'assurance-chômage coûtent maintenant à la population \$5 milliards ou presque par année, c'est que le pays et les gouvernements qui l'ont dirigé successivement n'ont pas cru et continuent de ne pas croire au plein emploi. C'est le Canada qui a le chômage le plus élevé de tous les pays industrialisés.

Nous, du Nouveau parti démocratique, croyons au plein emploi et quand nous disons qu'il est possible de l'atteindre au Canada, quand nous soutenons que l'on peut créer un emploi pour chaque personne qui veut travailler, cela ne veut pas dire que cette politique de plein emploi suppose un taux de chômage de 4 p. 100, comme le calculaient il y a quelques années des organismes tels que le Conseil économique du Canada; nous ne parlons pas non plus d'un taux de chômage de 6 p. 100 ou plus prévu par certains organismes, entre autres le Conseil économique et le Conference Board aujourd'hui. Ce que nous entendons par plein emploi au Canada, c'est un emploi pour chaque Canadien qui veut travailler à un salaire décent. Nous croyons qu'il est possible d'atteindre ce plein emploi et que ce doit être là la priorité, l'objectif de tous les partis politiques du Canada.

Le député de Bow River a dit qu'il y a toujours un très grand nombre de chômeurs au Canada, plus de 900,000 selon Statistique Canada et que de nombreux employeurs cherchaient à embaucher des travailleurs mais sans succès. Je suis certain que c'est la vérité. Mais nous devons envisager la réalité telle qu'elle est. Je suis sûr qu'il y a des personnes qui ne veulent pas travailler, mais je tiens à dire au député de Bow River que ces personnes ne sont pas très peu nombreuses parce que selon les chiffres de Statistique Canada, il est clair que même si nous avons 900,000 chômeurs ou plus, il y a moins de 50,000 postes vacants.

Donc, je signale au député de Bow River que si chaque poste vacant était comblé demain, ce qui bien sûr est impossible parce que nombre d'entre eux requièrent des aptitudes précises que ne possèdent pas les travailleurs canadiens, le pays compterait toujours plus de 800,000 chômeurs. C'est là une réalité à laquelle le gouvernement doit faire face. Nous ne sommes pas les seuls à souhaiter le plein emploi. Dans les années 1942 ou 1943, un gouvernement libéral qui se rappelait très bien la dépression des années 1930 et le terrible chômage que le Canada avait dû subir après la Première Guerre mondiale, a présenté un Livre blanc sur ses projets d'après-guerre dans lequel il a établi cet objectif de plein emploi. Ce document expliquait très clairement ce que signifiait le plein emploi, un emploi pour tous les Canadiens qui voulaient du travail.

● (2050)

En 1971, le premier ministre actuel (M. Trudeau) a répété que le plein emploi constituait l'objectif de son gouvernement. Néanmoins, si nous examinons les résultats, nous constatons que le gouvernement libéral dirigé par le premier ministre actuel est loin d'avoir atteint ce prétendu objectif. Quand le

Assurance-chômage—Loi

ministre actuel a pris le pouvoir en 1968, il y avait alors 360,000 chômeurs et un taux de chômage de 4.5 p. 100. Aujourd'hui, la situation du chômage est beaucoup plus grave. Nous avons plus de 900,000 chômeurs, soit près de 8 p. 100 de la population active. Tels sont les chiffres officiels. Mais tous les députés savent sans doute qu'il y a des centaines de milliers de gens en chômage dans les régions à faible croissance comme le Québec, les provinces de l'Atlantique et la région des lacs au Manitoba. Ces chômeurs ne sont pas comptés, car les chiffres de Statistique Canada tiennent compte uniquement des gens qui, non seulement sont sans travail, mais qui cherchent activement un emploi.

Nous connaissons tous des régions où un très fort pourcentage de la population active est en chômage. De nombreuses personnes ont renoncé à chercher du travail, car c'est sans espoir. A cause de la récession aux États-Unis, il y a eu récemment des licenciements massifs dans le secteur de l'automobile et les industries connexes, dans l'industrie forestière et le secteur du bâtiment. Quand nous parlons d'environ un million de chômeurs, les gens—y compris un bon nombre d'entre nous—ont du mal à saisir l'importance du problème, la gravité de la situation dans laquelle se trouvent les chômeurs.

Chaque chômeur éprouve des difficultés. Chaque personne qui touche des prestations d'assurance-chômage a vu son revenu diminuer d'au moins 40 p. 100. Selon Statistique Canada, les chômeurs touchent en moyenne des prestations de \$120 par semaine alors que leur gain moyen, avant de perdre leur emploi était d'environ \$200 par semaine. Compte tenu du coût de la vie à l'heure actuelle, une réduction de revenu de 40 p. 100 ou davantage ne s'accepte pas très facilement. Quand ces gens cessent de toucher des prestations d'assurance-chômage, ils en sont réduits à vivre des prestations d'assistance sociale qui représentent seulement une fraction de leur ancien salaire. En bonne partie parce que le plein emploi n'existe pas chez nous, il y a des centaines de milliers et probablement des millions de Canadiens qui vivent dans la pauvreté.

Je vois que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M^{me} Bégin) est ici ce soir. Elle a rappelé souvent et beaucoup plus éloquemment que moi ce que cela signifie d'être pauvre. Dans un discours prononcé en mai 1977 au YMCA, elle déclarait ceci:

... près de 2 millions d'enfants qui vivent dans des familles dont le revenu ne suffit pas à leurs besoins et pour les près de 600,000 familles de travailleurs qui dépendent au moins des deux-tiers de leur revenu pour les choses les plus essentielles à la vie, c'est-à-dire les aliments, les vêtements et le logement... En 1977, les 20 p. 100 de familles les plus pauvres du Canada recevaient moins de 6 p. 100 du revenu total des familles canadiennes...

Voilà quelle est la situation. J'ai déjà entendu des députés des deux côtés de la Chambre laisser entendre que bien des gens ne veulent pas travailler et sont tout à fait disposés à vivre de l'assurance-chômage ou du bien-être social, mais c'est faux et les députés devraient le savoir.

J'aimerais revenir au bill à l'étude.

M. Epp: Tant mieux.